

Pour comprendre les enjeux actuels

À l'aube d'une nouvelle décennie, l'INM publie *L'état du Québec 2020*. Un ouvrage unique qui rassemble 35 analyses inédites, signées par une cinquantaine de spécialistes et divisées en 20 clés pour comprendre les enjeux actuels. Cette 24^e édition de *L'état du Québec* offre un éclairage nouveau et accessible sur des questions préoccupantes et des solutions pour composer avec les défis toujours plus complexes que nous devons relever collectivement. *Le Devoir* en publie un aperçu.

Place à la décennie 2020

La corruption institutionnalisée. Le Plan Nord. La vague orange. Le Printemps érable. La charte des valeurs. La réconciliation avec les Autochtones. L'échec de la réforme électorale. #MoiAussi. Donald Trump. La transition écologique. La révolution technologique. Autant de sujets abordés au cours des 10 dernières années dans *L'état du Québec* qui rendent compte de la transformation profonde de la province, et qui permettent d'anticiper des débats cruciaux pour la décennie à venir.

FRANCIS HUOT
Directeur de *L'état du Québec 2020*

À

l'aube de 2020, l'INM publie dans cette édition de *L'état du Québec* des textes qui font le bilan de la dernière année, et d'autres sur les défis qui attendent le Québec d'ici à 2030. Des contributions de spécialistes d'horizons variés visant à outiller les citoyens et à les amener à participer plus activement à la vie dans la cité, mais aussi à éclairer la lanterne de nos décideurs.

Pourquoi *L'état du Québec* ?

C'est l'INM — une organisation indépendante et non partisane dont la mission est d'accroître la participation des citoyennes et des citoyens à la vie démocratique — qui produit chaque année *L'état du Québec*. Pour définir la trame de chaque édition, l'INM met à profit une communauté constituée de plusieurs centaines d'auteurs ayant déjà publié dans l'ouvrage, de même que des citoyens, des élus, des chercheurs et des représentants des médias.

Résultat : 35 analyses rigoureuses, diversifiées et accessibles qui permettent de jeter un regard nouveau sur les défis que devra relever le Québec dans l'année — et la décennie — qui vient, de prendre un pas de recul sur l'instantanéité du quotidien, et de se projeter dans l'avenir.

Deux défis pour 2020

Imminent, le changement de décennie teinte en filigrane cette édition de *L'état du Québec*. De nombreux enjeux sont abordés dans le livre,

De nombreux enjeux sont abordés dans le livre, mais deux d'entre eux semblent absolument incontournables à l'approche de 2020 : le climat et la démocratie.

mais deux d'entre eux semblent absolument incontournables à l'approche de 2020 : le climat et la démocratie.

L'urgence climatique, d'abord, est certainement le défi le plus important auquel fera face le Québec dans la décennie à venir. Malgré un large consensus sur la nécessité d'agir pour lutter contre les changements climatiques, les moyens à mettre en place sont l'objet de débats vigoureux. L'idée d'un développement plus durable est généralement acceptée, mais nombreux sont les partisans d'une décroissance « soutenable » ou « conviviale ». Des experts commencent par ailleurs à tracer les contours d'un mal de plus en plus répandu chez ceux qui redoutent les impacts des changements climatiques : l'écoanxiété. Au Québec, ce sont les inondations du printemps dernier et les mobilisations récentes de la jeunesse qui témoignent de l'urgence de la situation. Les appels à l'action répétés de citoyens, de la société civile et de la communauté scientifique rappellent aux décideurs leurs responsabilités dans la lutte contre les changements climatiques.

La démocratie, ensuite, parce qu'elle ne peut plus être tenue pour acquise. La participation électorale — notamment celle des jeunes — décline, la diversité de l'information est en péril, la confiance des citoyens à l'égard des institutions est faible, et les fausses nouvelles pullulent sur le Web. En 2018, le Canada se classait avantageusement en matière de processus électoral, de fonctionnement du gouvernement, de participation politique, de culture politique et de li-

bertés civiles dans le *Democracy Index*, publié par *The Economist Intelligence Unit*. Cela n'empêche toutefois pas que 13 % des Canadiens estiment que la démocratie est sans importance et que 10 % croient, dans certaines circonstances, qu'un gouvernement autoritaire peut être préférable à un gouvernement démocratique. Ces chiffres, tirés d'une étude pan-canadienne du Centre pour le dialogue de l'Université Simon-Fraser menée auprès de plus de 3500 Canadiens en juillet 2019, et dont les résultats sont publiés dans *L'état du Québec 2020*, sont préoccupants. Ils nous rappellent que la démocratie est fragile et qu'elle doit constamment être défendue.

Citoyens et décideurs, à vous de jouer !

Lire *L'état du Québec 2020*, c'est se redonner la capacité de rêver. Rêver à une planète en santé et à une société plus démocratique.

L'urgence climatique et les attaques contre la démocratie peuvent donner l'impression que la seule chose à faire, face à des crises qui semblent imminentes et inévitables, est de s'adapter. Ce fatalisme dépossède les Québécois de leur pouvoir citoyen et contraint les décideurs dans l'exercice de leurs fonctions. La crise climatique et la fragilité de la démocratie — ainsi que tous les autres défis auxquels fera face le Québec dans la décennie à venir — doivent être l'occasion de réfléchir à de nouveaux projets de société ambitieux et rassembleurs.

Lire *L'état du Québec 2020*, c'est le point de départ d'un dialogue nécessaire pour construire le Québec de demain.

L'ÉTAT DU QUÉBEC 2020



L'information, un pilier de la démocratie

On la tient pour acquise, mais la démocratie est fragile, et le Québec n'est pas à l'abri d'une dérive populiste. En 2018, seuls 20 pays dans le monde — dont le Canada — ont été qualifiés de « démocraties complètes » dans la *Democracy Index*, publié par *The Economist Intelligence Unit*.

Qu'est-ce qui définit la démocratie ? Des valeurs fondamentales viennent en tête, comme la liberté d'expression. Elle devrait également permettre d'assurer la protection de certains droits. Mais la démocratie canadienne, sans égard à la conception qu'on a d'elle, répond-elle aux attentes de ses citoyens ? Daniel Savas, professeur à l'École des politiques publiques de l'Université Simon Fraser et chercheur principal du projet « Renforcer la démocratie », et Shauna Sylvester, directrice générale du Centre Morris J. Wosk pour le dialogue analysent dans *L'état du Québec 2020* les résultats d'une vaste étude pancanadienne sur les attentes des citoyens à l'égard de leur démocratie.

La performance du système démocratique canadien, l'engagement des citoyens envers la démocratie et ses institutions, la perception des valeurs démocratiques et du rôle des citoyens, la confiance envers les institutions, la confiance envers les institutions, le niveau d'engagement dans la communauté, les fausses nouvelles et les sources d'informations privilégiées sont au nombre des enjeux abordés dans l'étude. Elle démontre en outre que bien que 77 % des Canadiens estiment que la démocratie est le meilleur système démocratique, à peine 57 % des répondants croient que le pays est gouverné de manière démocratique, que 68 % affirment que les élus ne s'intéressent pas à ce qu'ils pensent et que seulement 47 % des Québécois pensent que voter peut changer quelque chose. L'étude dénote également une faible confiance envers les institutions : 60 % des Canadiens estiment que le gouvernement ignore les intérêts des Canadiens ordinaires au profit de ceux de l'élite, et seulement 52 % croient qu'ils peuvent avoir une incidence sur leur démocratie en votant ou en faisant un effort pour influencer le gouvernement. Des chiffres inquiétants, qui doivent mener à des actions concrètes.

Perte de confiance envers les institutions ?

Ce cynisme à l'égard des politiciens et des institutions démocratiques trouve-t-il sa source dans le non-respect des promesses faites en campagne électorale ? Pas selon les spécialistes de l'Université Laval qui colligent les données du « Polimètre Trudeau », qui ont mesuré la réalisation des promesses électorales des libéraux. À l'aube des élections fédérales de 2019, le gouvernement de Justin Trudeau avait ainsi réalisé 91,7 % de ses promesses électorales.

Le phénomène des fausses nouvelles, qui semble prendre de l'ampleur, y est alors sans doute pour quelque chose. Elles ébranlent la confiance qu'on accorde aux institutions politiques, aux médias et aux scientifiques, et déstabilisent nos démocraties. Des « faits alternatifs » sont partagés par des leaders populistes, puis sont massivement relayés dans les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Préoccupés par cette situation, l'INM et la firme Léger ont décidé de sonder les Québécois sur leur rapport à l'information. La directrice générale de l'INM, Julie Caron-Malenfant, et le directeur de *L'état du Québec 2020*, Francis Huot, proposent une analyse des raisons qui poussent les citoyens à lire des fausses nouvelles, à les croire, et à les partager.

Le déclin de l'espace occupé par la science dans l'espace public constitue l'une des hypothèses fréquemment évoquées pour expliquer l'émergence des *fake news*. Dans une entrevue exclusive, Rémi Quirion, scientifique en chef du Québec, Nellie Brière, spécialiste en communications numériques et réseaux sociaux, Luc-Alain Giral-

deau, directeur général de l'INRS, et Audrey-Maude Vézina, coordonnatrice de la Chaire de journalisme scientifique de l'Université Laval, proposent des pistes de réflexion pour comprendre le rôle des décideurs, des organismes de recherche, des scientifiques et des médias, et des solutions pour redonner à la science sa juste place dans l'espace public et ainsi contrer les fausses informations.

Le rôle des médias d'information

Les données du sondage Léger analysées dans *L'état du Québec 2020* démontrent que la télévision, les sites Internet et applications mobiles des médias d'information traditionnels, la radio et les journaux comptent parmi les sources d'information les plus utilisées par les Québécois.

Mais même si l'information qu'ils livrent est largement privilégiée, les médias traditionnels sont en perte de vitesse. Une situation symptomatique de la montée en puissance des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), qui captent plus que jamais les revenus publicitaires qui finançaient jadis les activités des médias traditionnels. Professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, Jean-Hugues Roy propose, dans *L'état du Québec 2020*, que soit redéfini le rôle du Fonds des médias afin d'inclure à ses sources de financement les accès à Internet, les achats d'écrans et une éventuelle redevance qui serait prélevée sur les revenus des géants du Web par l'entremise d'une modification à la Loi sur le droit d'auteur. Son mandat devrait également être élargi, selon l'ex-journaliste, pour inclure le soutien à l'information. Une solution qui contribuerait sans doute à la vitalité des médias régionaux qui constituent, pour la journaliste à *La Voix de l'Est* et auteure du livre *Extinction de voix : plaider pour la sauvegarde de l'information régionale*, Marie-Eve Martel, un bien public essentiel à la démocratie.

Le numérique, en plus de redéfinir la manière dont l'information est produite et consommée, amène de nombreuses questions quant au droit à la vie privée, une valeur démocratique fondamentale. Doctorante en communication à l'Université du Québec à Montréal et codirectrice des communications de Crypto. Québec, Anne-Sophie Letellier estime en outre que l'utilisation des données personnelles doit être mieux encadrée.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2020*

CLÉ 01 - SONDAGE LÉGER / L'ÉTAT DU QUÉBEC

Les fausses nouvelles : un refuge devant l'incertitude croissante de notre époque ? Julie Caron-Malenfant, directrice générale de l'INM, Francis Huot, directeur de *L'état du Québec 2020*

CLÉ 09 - MÉDIAS

L'information locale, bien public essentiel à la démocratie Marie-Eve Martel, journaliste à *La Voix de l'Est* et auteure du livre *Extinction de voix : plaider pour la sauvegarde de l'information régionale*



François Legault entouré de sa famille le jour de son élection
JACQUES NADEAU LE DEVOIR

CAQ

Le début d'une nouvelle ère politique

Le gouvernement Legault a célébré, il y a un peu plus d'un mois, le premier anniversaire de son élection. Les caquistes ont eu une première année au pouvoir chargée, qui a marqué le début d'une nouvelle ère politique au Québec. *L'état du Québec 2020* propose des analyses des effets à anticiper de la victoire historique de la Coalition avenir Québec (CAQ).

L'élection de la CAQ le 1^{er} octobre 2018 a marqué la fin d'une alternance ininterrompue d'une cinquantaine d'années au pouvoir entre le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ). Encore plus qu'un changement de parti, l'élection de François Legault comme premier ministre marque un tournant dans le débat politique au Québec, qui ne s'articule plus seulement autour de l'axe souverainisme-fédéralisme. Un nouveau nationalisme décomplexé caractérise plutôt le gouvernement Legault, et les Québécois ne semblent pas s'en formaliser.

Le « moment Legault »

Chroniqueur au quotidien *Le Devoir*, Michel David compte parmi les auteurs ayant contribué à cette 24^e édition de *L'état du Québec*. Plus qu'un simple bilan de l'an 1 du gouvernement Legault, il retrace dans un texte captivant l'histoire de la première année au pouvoir de la CAQ, rappelle ses réalisations principales, revient sur les défis auxquels ont fait face ses élus, et propose une analyse de ce qu'il nomme le « moment Legault ». Un « moment Legault » qui est peut-être en cours, mais qui pourrait aussi, selon le chroniqueur, être à venir. Une première année au pouvoir en outre marquée par des débats sur la laïcité et l'immigration, l'environnement, l'éducation, mais aussi par une lune de miel prolongée, résultat de l'effondrement du PLQ et du PQ, qui sont toujours à la recherche de leur nouveau chef.

Le débat sur la laïcité aura d'ailleurs teinté le début du mandat caquiste, et la Loi sur la laïcité de l'État risque de défrayer la manchette encore longtemps. La contribution de Solange Lefebvre, titulaire de la Chaire de recherche en gestion de la diversité culturelle et religieuse à l'Institut d'études religieuses de l'Université de Montréal, sur différents modèles de laïcité qu'on retrouve dans le monde, est dans ce contexte fort à propos.

La démarche non partisane sur les agressions sexuelles et la violence conjugale

Au nombre des réalisations phares du gouvernement Legault, il y a la démarche non partisane sur les agressions sexuelles et la violence

conjugale à laquelle des élus des quatre formations politiques représentées à l'Assemblée nationale du Québec sont parties. La ministre Sonia LeBel ainsi que les députées d'opposition libérale Hélène David, solidaire Christine Labrie et péquiste Véronique Hivon signent d'ailleurs un texte inédit sur les défis et occasions inhérents au travail non partisan. Proposant plus qu'une description de leur mandat, les quatre élus mettent en lumière certains aspects inconnus du travail des parlementaires, et plaident, en prenant appui sur leur propre expérience, pour une meilleure collaboration entre partis et pour une plus grande représentation des femmes en politique. Le débat public, disent-elles, en serait enrichi.

L'élection de la CAQ le 1^{er} octobre 2018 a marqué la fin d'une alternance ininterrompue d'une cinquantaine d'années au pouvoir entre le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ)

L'éducation, une question incontournable

Promesse électorale importante de la CAQ, la mise en place d'un réseau de maternelle 4 ans universelle ne fait pas l'unanimité. En entrevue à l'automne 2018, François Legault avait affirmé être prêt à démissionner advenant le non-respect de cet engagement par son gouvernement. C'est finalement à l'hiver 2019 que la CAQ a présenté un projet de loi visant le déploiement de la maternelle 4 ans universelle à temps plein dans le but de favoriser la préparation à l'école des enfants.

Professeure associée au Département d'éducation et formation spécialisées et au Département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal, Christa Japel s'est penchée sur cette mesure dans *L'état du Québec 2020* en posant la question suivante : S'agit-il d'un bon investissement de fonds publics pour favoriser la préparation à l'école des enfants ? Force est de constater, selon

l'experte, que la pertinence du déploiement à grande échelle de ce nouveau programme doit être remise en question.

Le gouvernement Legault a également manifesté son intention de revoir le programme Éthique et culture religieuse (ECR) offert aux élèves du secondaire dans les écoles québécoises. Pour Olivier Lemieux, chargé de cours à l'Université Laval et à l'Université de Sherbrooke, cette réforme annoncée permettrait de faire d'une pierre deux coups en favorisant le développement de la pensée politique à l'école, dans un moment dit de « déclin du politique ». Pour contrer ce phénomène, l'auteur juge qu'une éducation politique est cruciale pour doter les citoyens des outils nécessaires à une meilleure compréhension de la politique, et que la réforme du cours ECR constitue l'occasion idéale de remédier à ce problème.

Incontournable, l'élection de la CAQ est certainement de nature à changer le Québec, et *L'état du Québec 2020* présente des analyses qui permettent de mesurer l'ampleur du virage proposé par ce nouveau gouvernement. Les comprendre, c'est l'une des clés pour comprendre le Québec.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2020*

CLÉ 03 - POLITIQUE PROVINCIALE

Le moment Legault Michel David, chroniqueur au journal *Le Devoir*

CLÉ 05 - JUSTICE

Agressions sexuelles et violence conjugale : l'émergence de la démarche non partisane Sonia LeBel, ministre de la Justice, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne et députée de Champlain, Hélène David, députée de Marguerite-Bourgeoys, Christine Labrie, députée de Sherbrooke, Véronique Hivon, députée de Joliette

L'ÉTAT DU QUÉBEC 2020



CRISE CLIMATIQUE

Le grand défi de la décennie 2020

LOUIS-ÉTIENNE FOY / -UNSPASH

La crise climatique constitue l'un des plus importants défis de la décennie à venir. Plus que jamais, ses effets se font sentir, et le Québec n'est pas exempté. Et c'est sans compter les mobilisations citoyennes sans précédent visant une accélération de la transition écologique.

La lutte contre les changements climatiques est sur toutes les lèvres. La campagne électorale fédérale en a éloquemment fait la démonstration. Jamais une place aussi importante n'a été accordée à la protection de l'environnement dans une élection au Canada. Des débats vigoureux entre les principaux partis politiques ont permis de constater que l'époque où l'existence même des changements climatiques était remise en question est révolue. On cherche désormais à s'entendre sur l'ampleur et sur la nature des moyens à mettre en place pour faire face aux défis que pose le réchauffement planétaire.

Les répercussions des changements climatiques au Québec

Le Canada subira les conséquences des changements climatiques, à l'instar des autres pays de la planète. Les inondations des printemps 2017 et 2019 dans le sud de la province démontrent toutefois notre vulnérabilité et annoncent que des répercussions bien réelles du réchauffement planétaire sont à craindre.

Dans cette optique, le Réseau inondations intersectoriel du Québec (RIISQ) a été mis sur pied au printemps dernier grâce au financement des Fonds de recherche du Québec. Sa mission : regrouper tous les intervenants fédéraux et provinciaux, de même que des chercheurs de divers domaines, afin d'améliorer la capacité du Québec à mieux se préparer et se protéger des inondations. Son directeur général, Philippe Gachon, plaide dans *L'état du Québec 2020* l'importance de l'intersectorialité pour améliorer notre résilience et pour réduire les risques d'inonda-

L'écoanxiété pousse de nombreux jeunes du Québec à se mettre en action pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Ils sont de plus en plus nombreux à faire l'école buissonnière pour sonner l'alarme climatique.

tions et leurs conséquences dans l'avenir. Celui qui est professeur titulaire de la Chaire de recherche sur les risques hydrométéorologiques liés aux changements climatiques à l'Université du Québec à Montréal estime en outre que s'il y a une leçon à tirer des inondations qui ont frappé le Québec, c'est que la collaboration entre disciplines, telles que les sciences naturelles, humaines, sociales et politiques, ainsi que le génie, la santé, l'éducation, la psychologie, l'épidémiologie, la communication et la gestion, est primordiale.

Une décroissance subie et sauvage, ou volontaire et contrôlée ?

Les inondations récentes au Québec illustrent concrètement le dérèglement climatique. Alors qu'un développement plus durable semble être la solution la plus largement privilégiée par les décideurs des milieux politiques et économiques pour affronter les changements climatiques, certains plaident pour une décroissance « soutenable » ou « conviviale », remettant en question l'idée fondamentale selon laquelle le progrès de l'humanité suppose une croissance économique continue. Professeur au Département de management de HEC Montréal, Yves-Marie Abraham est de ceux qui estiment que l'urgence climatique commande un changement profond de nos habitudes de consommation. Pour les « décroissancistes », explique-t-il dans *L'état du Québec 2020*, une diminution du temps de travail salarié et de la production de marchandises est le meilleur moyen de ralentir la catastrophe écologique en cours.

L'écoanxiété est un moteur d'action

La popularité croissante du mouvement décroissanciste est peut-être liée à l'augmentation du nombre de personnes qui témoignent souffrir d'écoanxiété. Dans un texte éclairant, Anne-Sophie Gousse-Lessard trace les contours de ce phénomène

psychosocial encore méconnu de la science, mais dont on entend parler de plus en plus. Bien qu'aucun consensus n'ait émergé sur l'existence de ce mal, la documentation scientifique concernant les effets des changements climatiques sur la santé mentale a énormément progressé et porte surtout, selon l'experte, sur des réactions psychosociales post-désastre inquiétantes comme la détresse psychologique, le syndrome de stress post-traumatique, la dépression, le trouble d'adaptation, les conflits relationnels, les troubles du sommeil, les abus de drogue et d'alcool, ou encore le suicide. Parmi les effets recensés des vagues de chaleur sur les comportements, il y a les émeutes, les agressions diverses, la maltraitance d'enfants et de femmes et les homicides, note la professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. Des conséquences préoccupantes, sur lesquels il faudra rapidement se pencher.

Cette écoanxiété pousse de nombreux jeunes du Québec à se mettre en action pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Ils sont de plus en plus nombreux à faire l'école buissonnière pour sonner l'alarme climatique. Rédactrice en chef du magazine *Curium*, Noémie Larouche recueille les témoignages de jeunes qui ont décidé de prendre les choses en main, en plus de brosse le portrait des mobilisations étudiantes qui ont ouvert la voie à la manifestation historique du 27 septembre dernier.

L'importance de la participation publique en environnement

Les institutions démocratiques offrent aussi des mécanismes qui permettent aux citoyens de faire entendre leur voix. Dans la foulée du 40^e anniversaire de la création du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), la professeure agrégée au Département de science politique de l'Université de Montréal, Laurence

Bherer, le professeur au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais, Mario Gauthier, et le professeur agrégé à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, Louis Simard, proposent un retour sur quatre décennies de participation publique en environnement au Québec. Philippe Bourke et Julie Forget, président et vice-présidente du BAPE respectivement, réitèrent, quant à eux, l'importance de la participation des citoyens dans l'évaluation environnementale de grands projets.

La transition écologique est un défi aussi pressant qu'important. Il comporte de nombreuses facettes, et *L'état du Québec 2020* présente des analyses de spécialistes offrant des lectures complémentaires de la situation pour une action efficace.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2020*

CLÉ 11 - TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Pour sortir de l'impasse du développement durable : la décroissance
Yves-Marie Abraham, professeur au Département de management de HEC Montréal

CLÉ 11 - TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Ecoanxiété : quand la crise environnementale nuit à notre santé mentale
Anne-Sophie Gousse-Lessard, professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal

Économie et politiques publiques

La faiblesse du taux de chômage est un corollaire du renversement de la pyramide démographique. La population vieillit rapidement et, en proportion, les personnes en âge de travailler n'ont jamais été aussi peu nombreuses. Résultat : le Québec se retrouve dans une situation de pénurie de main-d'œuvre jamais vue. Économiste à la Centrale des syndicats du Québec, Pierre-Antoine Harvey explore dans *L'état du Québec 2020* les raisons qui expliquent que la pénurie de main-d'œuvre ne se traduise pas en augmentation des salaires, et plaide pour que soient abandonnées les politiques de création d'emplois. Nos élus, croit-il, devraient plutôt se préoccuper de la qualité des emplois qu'occupent les travailleurs québécois.

Quel rôle pour les entreprises ?

Nombreux sont ceux qui estiment que la pénurie de main-d'œuvre pourrait être réglée — en partie, du moins — avec l'automatisation des emplois. Comme l'explique toutefois Pierre-Antoine Harvey, les pronostics quant à l'incidence des innova-

tions en robotique et en intelligence artificielle sur l'emploi varient entre enthousiasme et catastrophisme. Ces transformations dans le marché du travail constituent d'ailleurs l'une des causes de l'épuisement professionnel, selon Patrizia Villotti et Marc Corbière, professeurs au Département d'éducation et de pédagogie de l'Université du Québec à Montréal, qui présentent des causes, des conséquences et des stratégies à adopter pour contrer ce phénomène, qui toucherait un travailleur sur quatre au Québec.

En plus du rôle qu'elles ont à jouer pour assurer le bien-être physique et psychologique de leurs employés, les entreprises pourraient également contribuer à la réduction des inégalités. Depuis la grande récession de 2008, la question de la croissance des inégalités économiques préoccupe de nombreux acteurs, dont le directeur général de l'Observatoire québécois des inégalités, Nicolas Zorn, et la professeure et titulaire de la Chaire BMO en diversité et gouvernance de l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal, Tania Saba, qui

VOIR PAGE F 4 : ÉCONOMIE



L'ÉTAT DU QUÉBEC 2020

En librairie et en ligne dès maintenant!

Un éclairage inédit et accessible sur des questions préoccupantes, et des solutions pour composer avec les défis toujours plus complexes propres à une société en constante évolution.

inm.qc.ca/edq2020

L'ÉTAT DU QUÉBEC 2020



Le vivre-ensemble, plus qu'une expression

GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Inclusion, vivre-ensemble, solidarité, réconciliation, égalité, discrimination. Des expressions qui trouvent écho auprès de ceux qui militent pour plus de justice sociale, et qui nous rappellent que les acquis du passé doivent constamment être défendus.



Les inégalités et la discrimination se manifestent de nombreuses façons. L'appropriation culturelle et le manque de diversité en culture ont fait couler beaucoup d'encre au Québec dans les dernières années. Ces épisodes ne sont pas sans rappeler la « crise » des accommodements raisonnables, la charte des valeurs et, plus récemment, l'adoption en juin 2019 de la Loi sur la laïcité de l'État. Des démonstrations éloquents des différentes conceptions qui cohabitent dans notre société du tissu social, et des manières dont il doit être protégé.

Dépasser le débat sur l'appropriation culturelle

Chargée de cours à l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill, Shelley Ruth Butler propose dans *L'état du Québec 2020* une définition de l'appropriation culturelle et distingue le concept de l'échange culturel respectueux. L'Office québécois de la langue française décrit l'appropriation culturelle comme « l'utilisation,

Des questions comme le colonialisme, l'assimilation, la résistance, la réparation et la réconciliation ne pourront être abordées, selon l'auteure, que lorsque la légitimité du concept d'appropriation culturelle sera acceptée

par une personne ou un groupe de personnes, d'éléments culturels appartenant à une autre culture, généralement minoritaire, d'une manière qui est jugée offensante, abusive ou inappropriée ». Une définition en l'apparence claire, qui cache toutefois un sujet équivoque et brûlant, qu'on peine à s'expliquer. Des enjeux comme le colonialisme, l'assimilation, la résistance, la réparation et la réconciliation — inhérents à l'appropriation culturelle — ne pourront être abordés, selon l'auteure, que lorsque la légitimité du concept d'appropriation culturelle sera acceptée.

Le débat sur l'appropriation culturelle résonne également chez les Autochtones, dont on s'est fréquemment approprié la culture dans le passé. L'exemple le plus concret au Québec de l'amorce d'une prise de conscience collective est sans contredit l'annonce faite par l'Université McGill au printemps 2019 d'abandonner le nom de ses équipes sportives. Les défunts Redmen incarnent une volonté claire de réconciliation avec les peuples autochtones. Anthropologue et doctorante en études autochtones à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Marie-Pierre Renaud propose à ce sujet un bilan des promesses et des réalisations du gouvernement Tru-

deau en matière de réconciliation avec les peuples autochtones. Bilan en demi-teintes, qui ne permet toutefois pas de conclure que le gouvernement Trudeau a perdu la confiance des Autochtones ou qu'il a entièrement échoué en matière de réconciliation, estime l'auteure.

Droit à l'avortement : protéger les acquis

L'actualité récente au sud de la frontière nous rappelle que le droit à l'avortement est un acquis précieux, et qu'un mouvement bien organisé tente de le remettre en question. Des lois limitant le libre choix sont adoptées aux États-Unis, et Véronique Pronovost, doctorante en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et membre du Chantier sur l'antiféminisme du Réseau québécois en études féministes, estime que le mouvement anti-choix états-unien exerce une influence au Canada et au Québec.

Pour de nouvelles solidarités intergénérationnelles

Mais alors que de nombreux groupes sont victimes de discrimination, de nouvelles solidarités peuvent être créées, notamment entre les différentes générations qui composent le Québec.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2020*

CLÉ 12 - DISCRIMINATION
Droit à l'avortement : la contre-attaque des anti-choix en Amérique du Nord
Véronique Pronovost, doctorante en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et membre du Chantier sur l'antiféminisme du Réseau québécois en études féministes
CLÉ 20 - PEUPLES AUTOCHTONES
Entre promesses et réalisations : le bilan du gouvernement Trudeau en matière de réconciliation avec les peuples autochtones
Marie-Pierre Renaud, anthropologue et doctorante en études autochtones, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

S'appuyant sur les résultats de la Conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelles, une démarche délibérative organisée par l'INM qui s'est déroulée sur deux ans et à laquelle plusieurs milliers de Québécois ont participé, Sami Ghzala propose cinq chantiers pour faire du Québec une société résolument intergénérationnelle. L'auteur évoque la cohabitation intergénérationnelle, la mobilité, l'animation des espaces publics, la participation citoyenne et la prise en compte de l'équité intergénérationnelle dans les politiques publiques comme champs d'action à prioriser pour favoriser une plus grande solidarité entre les générations. Une vaste réflexion collective qui rappelle que le dialogue entre les générations s'avère un impératif qui doit présider à l'ensemble de nos décisions collectives et les imprégner rapidement.

Réduire les inégalités

ÉCONOMIE

SUITE DE LA PAGE F 3

démontrent l'importance du rôle des entreprises, et qui leur lancent un appel à l'action.

Politiques publiques

Les effets du vieillissement de la population et de la pénurie de main-d'œuvre concomitante se font également sentir dans les politiques publiques. Titulaire de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke, Luc Godbout estime d'ailleurs que le gouvernement doit garantir l'équité intergénérationnelle en offrant un accès pour toutes les générations au même panier de services publics et un niveau de fiscalité et d'endettement équivalents. Pour y arriver, une analyse des effets des politiques publiques sur l'équité entre les

générations devrait être systématiquement menée, plaide-t-il.

Nicolas Zorn explore également la question de la fiscalité et des politiques publiques sous la lunette des inégalités, en présentant un résumé du Bulletin des budgets fédéral et du Québec.

Une soixantaine de spécialistes ont ainsi évalué l'impact sur les inégalités que pourront avoir les principales mesures contenues dans les deux budgets présentés au printemps 2019.

Xavier Leloup et Jean-Philippe Meloche, quant à eux, examinent deux enjeux qui témoignent de l'effet que peuvent avoir les politiques publiques sur notre qualité de vie. Le premier, qui est professeur-chercheur au Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS, s'intéresse aux facteurs qui peuvent expliquer la pénurie de logements et l'augmentation du prix des loyers, particulièrement visibles à Montréal le 1er juillet dernier. Le second,

qui est professeur à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal et fellow au CIRANO, présente les différentes formes de tarification du transport en commun qui existent : l'impôt, et la tarification.

Le système de la santé et des services sociaux en constante évolution

On ne peut aborder les politiques publiques sans parler du système de santé et de services sociaux, qui accapare la part du lion du budget du Québec. Dans une proposition détaillée formulée à la ministre de la Santé et des Services sociaux, l'ex-ministre et président de la Commission sur le financement des services de santé, Michel Clair, revient sur la fameuse réforme Barrette et propose certains changements, alors que cinq chercheurs de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) témoignent de

l'importance de la participation des citoyens, mais également de la mobilisation du savoir expérientiel des patients, des usagers et des proches aidants dans le développement du système de santé et de services sociaux, et plus spécifiquement dans l'évaluation des technologies et des modes d'intervention.

Ces sujets témoignent de changements majeurs dans les politiques publiques, qui auront incontestablement des répercussions dans le quotidien de millions de Québécois. Et c'est sans compter la publication, en 2019, d'un nouveau *Guide alimentaire canadien*, disséqué avec clarté par Bernard Lavallée, nutritionniste urbain, et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) — qui vise à remplacer l'ALENA —, dont le professeur titulaire à la Faculté de droit et à l'École supérieure d'études internationales de l'Université Laval, Richard Ouellet, présente les principaux faits saillants.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2020*

CLÉ 15 - ALIMENTATION
Nouveau *Guide alimentaire canadien* : du rationnement à l'abondance
Bernard Lavallée, nutritionniste, auteur et conférencier
CLÉ 17 - INTERNATIONAL
L'ACEUM : les nouveaux termes du libre-échange en Amérique du Nord
Richard Ouellet, professeur titulaire à la Faculté de droit et à l'École supérieure d'études internationales de l'Université Laval



L'ÉTAT DU QUÉBEC 2020

Lancement-bénéfice

8 novembre 2019

17 h 30 | Maison des régions de Montréal

Places limitées.

Inscrivez-vous dès maintenant!

Bouchées et consommation seront servies.
Une copie du livre sera remise aux inscrits.
inm.qc.ca/edq2020

PARTENAIRES DE L'ÉTAT DU QUÉBEC 2020

DEL BUSSO

Leger

LEDEVOIR

BAPE 40 ANS
Participer à l'avenirQuébec
Fonds de recherche - Nature et technologies
Fonds de recherche - Santé
Fonds de recherche - Société et culture